

Convention collective nationale

IDCC : **3253** | **SALARIÉS DES CABINETS D'AVOCATS**

Avenant n° 1 du 16 janvier 2026
à l'accord du 21 juin 2024
relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail

NOR : ASET2650251M

IDCC : 3253

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UPSA ;

SAF ;

ABF ;

SE ACE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

UNSA ;

CFTC CSFV ;

FEC FO ;

CAT ;

CFDT BPJ,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par le présent avenant, les parties ont souhaité mettre en conformité avec les dispositions légales, l'accord du 21 juin 2024 relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail, en levant les réserves contenues dans l'arrêté d'extension du 11 décembre 2025.

La finalité de cet avenant est aussi de permettre, pour toutes les entités du champ d'application de l'accord précité, une application facilitée.

Article 1^{er} | Heures supplémentaires

Dans l'article 5.4 « Contrepartie obligatoire en repos », le 1^{er} alinéa est abrogé et remplacé par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent annuel stipulé à l'article 5.5, donnent lieu à une contrepartie obligatoire en repos selon les modalités fixées par accord d'entreprise, en application de l'article L. 3121-33 du code du travail, ou à défaut, selon les modalités de l'article L. 3121-38 du code du travail. Les modalités de prise de ce repos sont définies par l'article D. 3121-17 du code du travail. »

Article 2 | Temps de déplacement

Dans l'article 6 « Temps de déplacement » est rajouté un 3^e alinéa ainsi rédigé :

« Quand le temps de déplacement professionnel coïncide avec l'horaire de travail, ce temps n'entraîne aucune perte de salaire. »

Article 3 | Durée du forfait annuel en jours

Le titre de l'article 22 est remplacé par un nouveau titre ainsi rédigé :

« Durée du forfait en jours et impact des absences sur la rémunération ».

L'article 22 devient l'article 22.1 intitulé :

« Durée du forfait annuel en jours ».

Il est rajouté un article 22.2 intitulé : « Prise en compte des absences pour la rémunération » et ainsi rédigé :

« Absences pendant la période de référence et rémunération

Lorsqu'il s'agit d'une absence non-rémunérée, l'absence entraîne une réduction de la rémunération mensuelle de l'avocat salarié à due proportion, correspondant au nombre de jours d'absence.

La retenue sera effectuée sur la base de la rémunération journalière évaluée :

– à 1/22^e de la rémunération mensuelle pour une journée d'absence et ;

– à 1/44^e de la rémunération mensuelle pour une demi-journée d'absence. »

Article 4 | Dispositions concernant les entités de moins de 50 salariés

Le présent avenant ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entités de moins de 50 salariés.

Article 5 | Durée. Révision. Dénonciation

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être révisé ou dénoncé à tout moment, conformément aux dispositions légales.

Article 6 | Dépôt. Extension. Date d'effet

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt, dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, d'une demande d'extension dans les conditions de l'article L. 2261-15 du code du travail. Il prendra effet le premier jour du mois suivant son extension.

Fait à Paris, le 16 janvier 2026.

(Suivent les signatures.)